

## Un État social sans économie ?

Les observations, analyses, recommandations et autres mises en garde du FMI qui ausculte, assidûment, les évolutions de l'économie et des finances de notre pays se suivent et se ressemblent. Invitant plus souvent au scepticisme qu'à l'optimisme, elles suscitent chez le gouvernement, quand elles ne sont pas superbement ignorées, des réactions qui ne se ressemblent pas moins. En l'occurrence, nos décideurs ont trouvé la bonne formule lorsqu'ils adoptent la même posture que celles de certains partis politiques définitivement opposés aux remèdes préconisés par le FMI. C'est ainsi que le recours à l'endettement extérieur a été balayé d'un revers de la main, au prétexte qu'une telle option porterait un coup fatal à la souveraineté de la décision nationale, et qu'on a plutôt préféré actionner la planche à billets, tout en sachant qu'un tel "remède" n'allait pas être exempt d'effets secondaires, dont des répercussions inflationnistes inévitables.

C'est que les choix économiques du gouvernement ne sont que très rarement dictés par la logique économique. Ils constituent, en effet, presque toujours, les corollaires les plus évidents d'un système politique bloqué dont le souci majeur est de se reproduire, indéfiniment, pour assurer sa propre continuité, voire sa survie. Et cela passe par une politique faussement sociale. Car un État qui se veut social doit d'abord s'assurer d'avoir les moyens de sa politique. En l'espèce, il s'agit d'œuvrer d'abord à la création de richesses, donc à produire de la croissance économique. Faute de quoi, l'État social demeurera un leurre, même si certaines réactions aux recommandations du FMI se "légitiment" par l'invocation du rôle social de l'État, un argument d'autant plus persuasif qu'il est inscrit dans la plateforme de la Soummam. Mais l'on oublie que le caractère démocratique de l'État était tout aussi convenu. Car il y a, bel et bien, une relation entre le déficit démocratique en Algérie et le sous-développement économique du pays. Cela, le FMI ne le dit jamais. Normal, ce n'est pas son rôle. C'est, en revanche, celui des partis politiques et de la société civile. Mais, ceux-là aussi ne semblent pas voir que c'est dans la sphère économique que la démocratie et l'État de droit sont malmenés. Et que cela est ruineux pour l'idéal de l'État social. Car la démocratie et l'État de droit sont, après tout, et bien plus que le pétrole, les seuls garants de l'État social.